L'INSEE confirme la stagnation économique

Pays	4e trimestre 2009	1er trimestre 2010	2e trimestre 2010
États-Unis	+0,7	+0,5	+0,5
Allemagne	+0,4	+0,4	+0,5
France	+0,4	+0,4	+0,3
Royaume-Uni	+0,2	+0,1	+0,2
Japon	+0,2	+0,1	+0,1
Italie	0	+0,1	+0,1
Espagne	0	0	+0,1

Prévisions de croissance d'après la Note de conjoncture de l'INSEE *du 17 décembre 2009*

Les dernières prévisions de l'INSEE (17 décembre 2009) confirment nos anticipations (1) : il n'y aurait pas de reprise significative, mais un scénario en « L » : après une forte récession fin 2008 / début 2009, l'économie française s'enfoncerait durablement dans le marasme et la stagnation, avec une croissance trimestrielle oscillant entre +0,3% et +0,4% entre le 2e trimestre 2009 et le 2e trimestre 2010. Cette croissance « fragile », « molle », « modeste », selon les termes de l'INSEE, n'empêcherait pas le chômage de grimper. Les destructions d'emploi vont certes ralentir, mais vont se poursuivre : 259 000 emplois au 1er semestre 2009, 114 000 au 2e semestre 2009, et - 109 000 au 1er semestre 2010. Le chômage (2) devrait continuer à croître, pour atteindre 9,8% à la fin du 1er semestre 2010 (contre 7,1% début 2008).

Même si l'investissement des entreprises va cesser sa chute début 2010, il devrait rester atone. Le faible taux d'utilisation des capacités productives indique que l'investissement n'est pas prêt de véritablement redémarrer. Après un pic probable au 4e trimestre 2009 (en raison de la baisse de la prime à la casse en 2010), la consommation devrait croître très faiblement début 2010. Avec la montée du chômage, l'INSEE anticipe un blocage des salaires, et donc une baisse du pouvoir d'achat des ménages au 2e trimestre 2010. En outre, les exportations françaises ne devraient pas profiter du dynamisme des pays émergents, en raison du recentrage de la croissance de ces pays sur leur marché interne, et d'un problème de compétitivité de l'économie française (que le patronat cherche à utiliser pour baisser les salaires).

Le taux de marge (rapport entre le profit des entreprises et la valeur ajoutée — part des profits dans la valeur ajoutée) des entreprises s'était dégradé en 2008, en raison principalement du recul de la productivité du travail, l'emploi s'ajustant avec retard à la baisse de l'activité. En revanche, il croît à partir de début 2009 et devrait atteindre des sommets historiques mi-2010. Les gains de productivité (avec les suppressions d'effectifs), la baisse du salaire réel, la suppression de la taxe professionnelle, devraient augmenter les marges, sauf si la lutte de classes des travailleurs enraye ce processus, et ouvre par là même une crise politique. Quoi qu'il en soit, faute d'une

destruction massive de capital, l'augmentation du taux d'exploitation sera insuffisante pour élever suffisamment le taux de profit et permettre une croissance forte.

Les perspectives en France sont à l'image de celles des pays impérialistes, en moyenne plus durement touchés par la crise. Contrairement à ce qu'on veut souvent nous faire croire, les différences de « performance » des économies impérialistes tiennent davantage à leurs caractéristiques structurelles qu'à l'importance des plans de relance. Les pays qui exportent beaucoup, qui ont un secteur industriel important, qui ont un secteur financier important, qui ont un marché du travail flexible, ont des cycles de grande ampleur : ils sont plus durement frappés par les crises, mais ils connaissent également un rebond plus important en cas de reprise. Ainsi, si la France a été moins durement touchée par la crise que la moyenne, elle ne le doit pas au merveilleux plan de relance de Sarkozy, mais à la structure même de l'économie française, moins cyclique que la moyenne. En Allemagne, la croissance est avant tout tirée par les exportations. C'est ce qui explique que l'Allemagne ait été plus fortement touchée par la crise, et qu'elle connaît aujourd'hui une croissance plus forte que la France (+0,7% au 3e trimestre 2009 contre +0,3% en France).

Au-delà de ces différences, nous pouvons affirmer qu'il n'y aura pas, à court terme, de réelle reprise économique dans les pays impérialistes. Les faits sont têtus, et on ne voit pas de signe tangible de redressement de l'investissement des entreprises, de redressement de l'investissement immobilier, de reprise du crédit (aux ménages et aux entreprises), et on voit par contre la poursuite des destructions d'emplois.

---

1) Cf. *Au CLAIR de la lutte* n° 4.

2) Calculé au sens du Bureau International du Travail pour la France métropolitaine.

Gaston Lefranc, le 20 janvier 2010